



**HAL**  
open science

# L'halieutique contestataire? Géo-graphie d'un mouvement social transnational de pêcheurs artisans

Julien Noel

► **To cite this version:**

Julien Noel. L'halieutique contestataire? Géo-graphie d'un mouvement social transnational de pêcheurs artisans. Eric Doidy & Mathieu Gatineau. Reprendre la terre. Agriculture et critique sociale, 2019, 9791092726442. hal-02422256

**HAL Id: hal-02422256**

**<https://hal.science/hal-02422256>**

Submitted on 21 Dec 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

\*\*\*\*\*

## **L'halieutique contestataire ? Géo-graphie d'un mouvement social transnational de pêcheurs artisans.**

Par Julien NOEL

### Résumé :

Cette contribution propose une analyse géo-graphique des formes d'engagement militant du mouvement altermondialiste halieutique. Plus précisément, il s'agit de montrer en quoi cette mouvance sociale inscrit la politisation de sa cause – la promotion et la défense des pêches artisanales – dans une logique de réappropriation socio-spatiale au processus inégalitaire de mondialisation du secteur. En effet, cette mondialisation halieutique, qui résulte de l'interconnexion globalisée des activités sur l'ensemble des espaces maritimes de la planète, génère de multiples situations conflictuelles, en termes d'exploitation, d'accès et de partage des ressources et des espaces. Face à ces dysfonctionnements, ce processus de globalisation permet parallèlement la construction de collectifs locaux intégrés dans un mouvement social international, dont il convient de décrypter les multiples dimensions spatiales : organisation géographique, stratégies d'action (représentations et pratiques), etc. Nous interrogeons également les dynamiques géographiques de ce mouvement, tant celui-ci paraît menacé en interne (triple déficit). Néanmoins, une territorialisation plus appuyée des initiatives entreprises en amont (en termes de droits) et en aval (en termes d'identité) de ces filières par les militants nous semble à même de pérenniser cette forme de contestation de l'ordre halieutique.

Mots-clés : (alter)mondialisation, filière halieutique, pêches artisanales, dimensions spatiales, territoire, France, Madagascar

### **Introduction**

« *Nous affirmons que la pêche artisanale est la pêche du futur. L'Assemblée générale du Forum mondial des pêcheurs salue tous les mouvements engagés dans la lutte pour un monde plus humain, solidaire et juste, et engage l'action frontale de la pêche artisanale pour qu'un autre monde soit possible*<sup>1</sup> ». Véritable fer de lance des « nouveaux mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation » (Sommier, 2003), ce dernier slogan intrigue tout autant qu'il interpelle les formes d'engagement d'un mouvement social propre au secteur des pêches artisanales, « l'altermondialisation halieutique ». À l'instar d'autres chercheurs, mon analyse géographique a souhaité questionner les configurations spatiales et les échelles d'action de cette contestation tant celle-ci s'est constituée dans des contextes territoriaux spécifiques, selon des stratégies spatialisées et diverses échelles. Plus précisément, il s'agit de montrer en quoi ce mouvement social halieutique inscrit la politisation de sa cause – la promotion et la défense des modèles artisans – dans une logique de réappropriation socio-spatiale au processus de mondialisation et quelles dynamiques le traversent de sa création à sa (re)structuration.

Pour ce faire, ma démarche de recherche s'inscrit dans une *géographie sociale critique* qui demeure à la fois empirique, par le rapport à la réalité des faits sociaux qu'elle implique, mais

---

1. Extrait de la « Déclaration finale de Lisbonne », Assemblée générale du *World forum of fishworkers and fish harvesters*, 3 mai 2004.

aussi engagée dans un processus de co-production de savoirs basée sur une double validation, académique et militante (Gintrac, 2015 ; Hérin, 1999). En cherchant à s'extraire d'une relation chercheur/cherchés qui ne tombe ni dans un rapport d'objectivation asymétrique, ni dans un regard compassionnel, ma démarche scientifique s'appuie également sur les apports théoriques et méthodologiques développés dans ma thèse de doctorat autour des différentes formes de mondialisation halieutique (Noel, 2011). Sur le plan conceptuel sont ainsi mobilisés divers travaux de sciences sociales sur le processus de globalisation et les mouvements sociaux, notamment altermondialistes (entre autres Nicholls *et al.*, 2013 ; Pleyers, 2010 ; Ripoll, 2008 ; Agrikoliansky *et al.*, 2005 ; Della Porta et Tarrow, 2005 ; Fougier, 2004). Appliquées au domaine halieutique, ces réflexions se couplent à une méthodologie qualitative reposant sur une série d'enquêtes (entretiens, observations *in situ* et participantes...) effectuées auprès de divers acteurs (professionnels, associatifs, intellectuels) sur deux terrains artisans – l'Ouest français et l'Est malgache – ainsi que sur une large analyse textuelle des supports bibliographiques militants (AMRPS, 2004 ; Le Sann, 2001 ; 1995 ; revue *Samudra*,...).

L'actuelle structuration de la filière halieutique, enfermée dans un processus de globalisation toujours plus soutenu, concourt à l'exacerbation de dysfonctionnements spatiaux générateurs de conflits et d'inégalités. Dans ce contexte émerge une mobilisation contestataire multiscale de défense des pêches artisanales dont il convient de décrypter les multiples dimensions socio-spatiales, des systèmes d'acteurs en présence aux pratiques mises en œuvre ainsi qu'aux stratégies mobilisées<sup>2</sup>. L'ensemble de ces éléments permet alors d'interroger les dynamiques géographiques de ce mouvement ; si celui-ci reste menacé en interne par un triple déficit, certaines initiatives militantes (en termes de droits, d'identité) témoignent toutefois d'une reterritorialisation progressive et plus pérenne de la contestation.

## **1. L'altermondialisme artisan, une critique contestataire de l'ordre halieutique global**

### *1.1 Une filière halieutique globalisée sources d'inégalités et de marginalisation*

En premier lieu, il convient de comprendre de quelle mondialisation halieutique on parle. Par définition, l'halieutique désigne le champ de la pêche, cette activité de capture de ressources vivantes et sauvages opérée au dépend du milieu aquatique. Classiquement, deux segments principaux se distinguent. Définie par opposition à la pêche industrielle selon une pluralité de critères (pêcheries plurispécifiques, capital restreint, main d'œuvre abondante, écoulement localisé des produits...), les pêches artisanales et/ou traditionnelles – *small scale fisheries* – regroupent la quasi-majorité de la flotte mondiale, la taille maximum du bateau (motorisé-ponté ou non) et l'aire de capture ne dépassant respectivement bien souvent pas les 12 m de long et les 50 km de distance à la côte<sup>3</sup>. Profondément anciennes et ubiquistes, ces activités de pêche connaissent au cours de leur mondialisation progressive plusieurs « révolutions » qui vont entraîner de profondes mutations géographiques.

---

2. Si les pratiques révèlent des modes de fréquentation et des processus d'appropriation territoriale, les stratégies contiennent tout le jeu des acteurs et de leurs décisions, et reflètent leurs représentations et leurs idéologies (J.-P. Corlay, *cité* dans Noel, 2011, p. 23).

3. Plusieurs définitions de ces « pêches à petite échelle » existent dans la littérature (cf. Noel, 2011).

Appliqué au domaine halieutique, le paradigme majeur de l'analyse des fonctionnements du Monde qu'est la mondialisation permet de saisir l'extension à l'échelle mondiale des activités de pêches ainsi que l'accentuation et l'intensification de leurs interactions et de leurs interdépendances sur l'ensemble des espaces constitutifs de ces filières, de la production à la consommation, en lien fort avec les dynamiques du capitalisme (Carroué, 2006 ; Cole, 2003). Globalement, l'augmentation conjuguée de l'offre et de la demande en produits de la mer esquisse graduellement une nouvelle carte du monde aquatique ; celle-ci se matérialise par une exploitation toujours plus nombreuse d'espèces, un élargissement des flottilles industrielles et une extension des aires de distribution et de consommation. Néanmoins, la phase de globalisation halieutique en cours depuis les années 1980 se distingue des précédentes par son intensité – la production a doublé en 30 ans – et par son universalité, touchant l'ensemble des États maritimes (Noel, 2011).

À l'heure d'une mondialisation toujours plus poussée des systèmes alimentaires, les ressources aquatiques, et les activités humaines qui leurs sont liées, sont au cœur de multiples enjeux géographiques car sources de richesses variées : 16 % des apports protéiniques journaliers, près de 800 millions d'emplois occupés sur toute la filière, 60 milliards de dollars de devises annuelles générées... (FAO<sup>4</sup>, 2009 ; Corlay, 2004). Toutefois, ce processus de globalisation accentue parallèlement les tensions entre des espaces halieutiques inégalement « préparés » à cette concurrence mondialisée. Schématiquement, des espaces de production dispersés, bien que de plus en plus asianisés, irriguent par des échanges aquatiques croissants, des espaces de consommation ichtyophages concentrés dans les pays de la Triade (Union Européenne, États-Unis, Japon). Ce fonctionnement contribue à renforcer les asymétries géographiques de ces filières : éclatement de bases avancées de production, multipolarisation des flux d'échanges, concentration de grandes plates-formes poissonnières d'approvisionnement... (Noel, 2013).

Comme pour d'autres productions, la géographie des activités halieutiques traduit plus que jamais les frictions existantes dans les rapports socio-spatiaux et géoéconomiques du monde (Carroué, 2006). Les multiples zones d'ombres qui entourent ce secteur, à défaut d'être nouvelles, s'accroissent et débouchent sur une explosion des inégalités territoriales à différents maillons de la filière (de l'amont vers l'aval) et à diverses échelles (du local au global). Celles-ci se manifestent par de violents processus d'exclusion et de marginalisation en termes d'exploitation (dilapidation), d'accès (privatisation) et de partage (restriction) des ressources – tant biologiques (le poisson) que spatiales (la mer) –, touchant plus particulièrement une multitude de secteurs artisanaux et traditionnels disséminés sur l'ensemble des littoraux de la planète (Noel, 2014 ; AMRPS, 2004 ; Cole, 2003). Ce contexte toujours plus poussé de marchandisation aquatique représente autant de facteurs propices à l'émergence de contestations au sein du secteur des pêches de petite échelle qui milite pour la mise en œuvre d'un « nouvel ordre halieutique » (Noel, 2010 ; Corlay, 2004).

### *1.2 Les représentations et rhétoriques spatiales de l'altermondialisation halieutique*

---

4. FAO : *Food and agriculture organization of the United Nations.*

Pratiquées à des niveaux organisationnels divers ainsi que dans contextes géographiques singuliers, les pêches artisanales-traditionnelles se caractérisent par une hétérogénéité marquée (en termes d'espèces capturées, de points de débarquement, de techniques, d'opérateurs...), qui rend assez difficile leur appréhension globale. De plus, elles restent confrontées à un certain désintérêt à travers le monde de la part d'administrations étatiques/intergouvernementales ou d'investisseurs privés qui soutiennent plus volontiers des entreprises de pêche industrielles plus productives et plus rentables. Dans un tel contexte, les conditions de vie et de travail des communautés d'artisans-pêcheurs restent bien souvent précaires et vulnérables du fait de divers facteurs discriminants tels que l'insécurité des droits d'accès (aux ressources, aux pêcheries), un manque de valorisation des produits de la pêche, ou bien encore la faible représentation et participation de ces acteurs au processus de prise de décisions, etc. Ceci alors que paradoxalement de multiples rapports et études soulignent régulièrement leur fort dynamisme et certains de leurs avantages comparatifs sur les plans nutritionnels, identitaires, revenus... (Garcia *et al.*, 2010 ; FAO, 2009 ; ICSF *et al.*, 2009 ; Jacquet et Pauly, 2008 ; Le Sann, 1995).

C'est dans ce contexte de marginalisation socio-économique et politique, et en réaction aux dysfonctionnements et inégalités de la filière aquatique, que se met en place un mouvement social transnational propre au secteur des pêches à petite échelle, et dont il convient de questionner ses représentations spatiales, des idéologies inspirantes aux discours mobilisés (Noel, 2011). Sur le plan rhétorique, cet altermondialisme halieutique s'ancre davantage dans la « synthèse héritée des luttes sociales passées » que dans une nouvelle doctrine contestataire (Sommier, 2003). Parmi les courants idéologiques mobilisés, le label tiers-mondiste occupe une place centrale dans la formation d'un discours solidaire et internationaliste critique, cherchant à connecter « les malheurs du Sud et les maux du Nord » (Agrikoliansky *et al.*, 2005). Plus précisément, les rhétoriques discursives des militants s'articulent de manière concomitante sur une « figure oppositionnelle » – les critiques de la globalisation aquatique – et une « posture tributienne », faites de revendications et de propositions alternatives en faveur du secteur artisan (Noel, 2010).

« C'est d'abord par la dénonciation » que se définissent des mouvements altermondialistes qui ont tendance à condenser en une seule et même cible – la mondialisation néolibérale – l'ensemble de leurs mécontentements (Agrikoliansky *et al.*, 2005). C'est ainsi que les principaux adversaires identifiés des pêcheurs artisans concernent « tous ces porte-drapeaux de l'économie néoclassique embusqués dans les institutions financières et les grosses entreprises transnationales, et ceux qui se font les relais de cette même idéologie dans les administrations chargées du secteur » (AMRPS, 2004, p. 26). Autrement dit, la critique sociale des altermondialistes porte en priorité sur l'orientation capitaliste du secteur qui considère plutôt les produits de la mer comme des denrées marchandes, source de profits déterritorialisables, au détriment de ressources locales, garantes des moyens d'existence pour les pêcheurs, et de leurs communautés. Cette logique est donc génératrice de multiples déséquilibres, des flux commerciaux qui mettent à mal la sécurité alimentaire (subventions, tarifs douaniers...) aux systèmes d'écolabellisation qui ne prennent pas assez en compte les aspects socioéconomiques des pêcheries artisanales, en passant par des politiques de gestion qui mènent à une privatisation de l'accès aux ressources : quotas individuels transférables (QIT), aires marines protégées (AMP), etc. (Noel, 2010 ; AMRPS, 2004).

Convaincu de la nécessité d'un changement radical des manières de penser les politiques halieutiques, la réponse à cette crise de mal-développement du secteur passe dans la posture tributienne des militants par une revalorisation et un renforcement des modèles de production artisan, ainsi que de leur multifonctionnalité. En développant tout un ensemble de propositions alternatives (souveraineté alimentaire, reconnaissance du travail féminin...) (*figure 1*), ces derniers souhaitent insister sur « les efforts à mener en termes de justice, de participation et d'autosuffisance afin de réorienter la filière vers des modèles de développement durable [...] et de faire respecter les droits fondamentaux, l'équité sociale et la culture des pêcheurs et des travailleurs de la pêche » (Kurien, 2000, p. 2). Par exemple, pour contrer les tendances privatives des droits de propriété en amont de la filière, trop axées sur la conservation biologique ou l'autorégulation par le marché, les défenseurs de la pêche artisanale militent pour des modes de co-gestion partagée des ressources fondés sur une gouvernance de bien communs et des droits de propriété collectifs. Ces systèmes sous-tendent une collaboration participative en matière de réglementation, de prise de décisions et de responsabilité entre acteurs professionnels, scientifiques et administratifs, afin d'accroître la légitimité et l'efficacité des mesures adoptées tout en renforçant les capacités d'agir (*empowerment*) des pêcheurs artisans. En prolongement, les militants s'attèlent à la mise en œuvre d'une réforme foncière en matière d'accès aux ressources, aux moyens de droits d'usage territoriaux servant à matérialiser des zones de réserves maritimes pour ces « petits » producteurs (MDT, 2013 ; AMRPS, 2004 ; Kurien, 2003).

*In fine*, l'analyse de ces représentations et rhétoriques met en exergue le fait qu'à l'instar d'autres mouvements de contestation (Pleyers, 2010 ; Fougier, 2004 ; Sommier, 2003), l'altermondialisme halieutique s'inscrit davantage dans une logique de réappropriation sociospatiale et multiscalaire au processus de mondialisation plutôt que dans une logique d'émancipation ou d'opposition à celui-ci. Et que pour ce faire, il s'appuie sur un réseau d'acteur et des stratégies d'action particulières.

## **2. L'altermondialisation halieutique, un système d'acteurs et des stratégies d'action**

### ***2.1 Un réseau complexe d'acteurs et d'organisations militantes***

De manière schématique, un mouvement social transnational se compose de groupes de militants, appartenant à un ou plusieurs États, et engagés dans une interaction soutenue de protestations envers divers acteurs inter-multi-nationaux détenteurs de pouvoirs (États, firmes, institutions...), et ce à différentes échelles (Fillieule *et al.*, 2009 ; Della Porta et Tarrow, 2005). Si cette action collective transnationale reste souvent pensée comme un espace sans réelle centralité, une analyse plus fine du spectre militant halieutique permet d'identifier certaines catégories d'acteurs-clefs. Appréhender les bases spatiales du mouvement social de soutien aux pêcheurs artisans (*figure 2a*) revient alors à insister sur l'agencement réticulaire d'un système d'acteurs multiples et multiscalaire, ainsi que sur ses principaux nœuds et liens d'échanges structurants (Noel, 2009).

Un premier groupe se compose de diverses associations d'appui aux structures professionnelles syndicales. Cette catégorie concerne des organismes créés dans les années 1980-1990 en réaction à la mondialisation et donc spécialisés dans l'étude, l'évaluation et la

vigilance de ce processus (Fougier, 2004). Au sommet du réseau, *l'International collective in support of fishworkers* (ICSF) s'apparente à une sorte de *think tank* spécialisé dans la défense, la reconnaissance et la valorisation des pêcheurs artisans/traditionnels et des travailleurs du poisson. Plus régionalement, la Coalition pour des accords de pêche équitables (CAPE), véritable « bras armé » d'ICSF, concentre ses activités autour des relations halieutiques entre pays européens et pays ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique). S'ajoutent à ces deux organismes des structures d'aide au développement (financière, logistique...) : si le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) s'implique globalement dans la mise en place de « Programmes Mer » nationaux, la Fondation Charles Léopold Meyer (FPH) finance quant à elle des initiatives halieutiques plus localisées. D'un autre côté, une seconde famille regroupe des structures professionnelles qui interviennent sur l'ensemble de la filière. En haut de la hiérarchie se trouve le *World forum of fish harvesters and fishworkers* (WFF), équivalent agricole de la *Via Campesina*. Fédération politique à mi-chemin entre une organisation communautaire et syndicale, ce forum mondial réunit depuis 1997 une quarantaine de fédérations nationales de travailleurs du poisson (*figure 2b*). Par ramification, on retrouve ces deux types d'organismes – soutien et défense – à des niveaux d'échelles inférieurs, comme l'illustre les deux terrains militants ci-dessous.

À l'échelle hexagonale, le Collectif Pêche & Développement (P&D) développe des activités identiques à celles d'ICSF et regroupe depuis 1996 divers intellectuels (enseignants, ingénieurs...), professionnels (pêcheurs, administrateurs, femmes de marins...) et associatifs (Peuples Solidaires, Les Hommes et la mer...), auquel s'adjoit le soutien financier des deux principaux bailleurs du mouvement (CCFD et FPH). Côté syndical, la branche française du forum mondial (BFFM) créée en 2000 a pour but de fédérer l'ensemble des structures professionnelles françaises (comités des pêches, syndicats de marins, organisations de producteurs, coopératives...) au sein d'un même organisme, afin de pallier le déficit de représentativité et de solidarité exprimé par certains acteurs dans la gouvernance du secteur. Soutenue par diverses ONG d'appui, la BFFM entretient des liens particulièrement forts avec le Collectif P&D et certains comités locaux de pêche (Le Guilvinec en pays bigouden, St-Raphaël en pays varois) ainsi qu'avec d'autres organisations nationales de producteurs (Sénégal, Islande...) (Noel, 2011 ; Menzies, 2000).

À l'échelle malgache, l'Apostolat de la Mer (AMM) se positionne lui comme un médiateur entre les soutiens occidentaux (ICSF, CCFD) et les communautés de pêcheurs traditionnels. Concrètement, cette branche maritime de l'Église catholique tente, par l'intermédiaire de ses foyers dédiés aux gens de mer, de dynamiser les communautés halieutiques tout en promouvant une professionnalisation de leurs pratiques. Parallèlement, cette pastorale s'implique en 2000 dans la création du Collectif des organisations maritimes malgaches (COMM). Fort d'une quarantaine d'associations et de groupements qui œuvrent dans le monde maritime à proximité de l'AMM, le COMM a pour mission de permettre « la qualification et la promotion des professionnels traditionnels du secteur maritime malgache au sein d'une instance représentative nationale » (Randrianasoavina, 2007, p. 2).

Au final, cette brève analyse du réseau altermondialiste laisse apparaître un ensemble relativement connexe, caractérisé par la multiplication et la densité des liaisons multiscalaires qui favorisent tantôt une efficacité d'action spécifique, tantôt une souplesse démocratique

d'action, les nœuds centraux assurant au système une relative flexibilité dans son maillage et sa connectivité (Pleyers, 2009 ; Noel, 2009).

## 2.2 Les stratégies et les pratiques spatiales des altermondialistes

Dans un environnement halieutique mondialisé, les altermondialistes du secteur restent conscients du besoin « d'action politique pour établir la souveraineté des communautés de pêche sur la mer et ses richesses [...] Les organisations doivent donc chercher à élaborer des stratégies et mener des actions communes au niveau local, national, régional et international pour le respect total de leurs droits » (AMRPS, 2004, p. 24). Analyser les stratégies et les pratiques que le mouvement social artisan mobilise dans ses contestations revient à étudier ses répertoires d'action collective (Fillieule *et al.*, 2009), et qui spatialement, peuvent se regrouper en trois grandes catégories pluriscales : informer, contester, s'autonomiser (Nicholls *et al.*, 2013 ; Ripoll, 2008).

De par la configuration transnationale et dispersée de la contestation, la production d'espaces d'information demeure une activité essentielle pour défendre et faire reconnaître sa cause. Parmi les multiples actions d'autoproduction bibliographique spécialisée (ouvrages, vidéos, actes de symposiums...), les revues et les bulletins critiques dédiés à la pêche à petite échelle restent des supports de communication préférentiels, tout comme les modes de diffusion numérique qui offrent des ressources bien adaptées (rapides et peu chères). L'ICSF ou le Collectif P&D éditent ainsi respectivement la revue trilingue *Samudra* et une *Lettre d'information trimestrielle* thématique (*LITPD*) depuis plus d'une vingtaine d'années, ainsi que des newsletters quotidiennes, tout en disposant d'un riche fonds documentaire sur les activités artisanales à travers le monde. Cette capacité commune d'*advocacy*, mêlant contre-expertise médiatico-scientifique et libération de la parole des producteurs, illustre pour Agrikoliansky *et al.* (2005) le fait que la connaissance et l'information sont bien des terrains de lutte politique à part entière.

Par ailleurs, la production d'espaces de contestation constitue « des moments privilégiés où s'ébauchent les cadres d'injustice qui structurent la critique de la globalisation » (*ibid.*). Parmi les divers modes de contestation (pétition, boycott...), les campagnes de mobilisation et autres activités de lobbying restent particulièrement usitées par les militants afin d'influencer l'opinion publique ainsi que les processus normatifs des instances de gouvernance du secteur. Dans l'hexagone, le Collectif P&D entreprend ainsi de faciliter l'implication des organisations professionnelles au sein des politiques halieutiques élaborées à diverses échelles (Assises de la pêche en Bretagne, Comités consultatifs régionaux de l'Europe, etc.). En outre, la participation des organismes d'appui (ICSF, CCFD) et syndicaux (WWF) lors de conférences internationales (Pêche artisanale et développement social, 2008 ; Sommet de la Terre de Johannesburg, 2002...) ou bien encore le COMM et la CAPE à Madagascar lors de campagnes de sensibilisation (« Agir ici » contre l'industrie crevette en 1999) témoignent de ces activités d'occupation et de résistance pluriscales<sup>5</sup>.

---

5. À ce titre, la manifestation de Rome, en marge de la conférence FAO sur la gestion et le développement des pêches mondiales de 1984, constitue l'un des moments fondateurs du mouvement (Le Sann, 2001).



Les altermondialistes développent également des « espaces publics autonomes » qui, de par leur fonction d'incubation, représentent autant d'opportunités de rencontres, de consolidation des organisations et d'élaboration de stratégies communes (Dufour et Goyer, 2009 ; Ripoll, 2008). Au-delà de la multitude d'*agora* et d'ateliers thématiques organisés, l'action la plus symbolique demeure la « Journée mondiale des pêcheurs » célébrée par tous les protagonistes le 21 novembre de chaque année, et ce depuis près de 20 ans<sup>6</sup>. Cette initiative permet aux militants de se retrouver et de prendre conscience des facteurs problématiques et uniformes auxquels ils sont confrontés mondialement, mais aussi de mieux articuler les formes de résistance avec les expériences sociopolitiques vécues plus localement (Le Sann, 2001). À son niveau, l'AMM élabore, par exemple, dès 1995, un « Programme Mer Madagascar » avec le CCFD, visant à catalyser les associations locales et leurs actions communes en vue de promouvoir plus de justice sociale et d'équité pour les populations de pêcheurs traditionnels de l'île (Randrianasoavina, 2007).

Un examen attentif sur l'articulation entre l'espace effectif des mobilisations – les lieux concrets où agissent les acteurs – et leurs espaces de référence – les lieux d'identification au fondement de ces actions – permet enfin de révéler les métriques de plus en plus diversifiées et enchevêtrées sur lesquelles s'appuient cette mobilisation (*figure 3*). Car face à la diversification des échelles politiques de pouvoir, les altermondialistes halieutiques sont amenés – comme d'autres coalitions – à s'inscrire dans un « processus de (re)structuration scalaire » (Nicholls *et al.*, 2013), autrement dit à s'ajuster et à multiplier leurs propres échelles d'intervention selon un « modèle spatial en tache d'huile » (Ripoll, 2008). Celui-ci se matérialise par l'alliance de contestations locales investies dans l'espace de vie des *fishworkers* qui, dans leurs oppositions fédératrices au processus de mondialisation en tant que problème public, contribuent par « saut scalaire » à faire de l'espace-monde halieutique un nouvel espace-enjeu de démonstration et de diffusion de la mobilisation (Noel, 2011).

Toutefois, une vision plus circonspecte et critique du mouvement laisse apparaître des dynamiques spatiales contrastées qui oscillent entre fissuration et restructuration.

### **3. Les dynamiques altermondialistes, entre fissuration et restructuration spatiale**

#### ***3.1 Un essoufflement de la cause artisanale dû à trois déficits majeurs***

Comme le rappellent certains analystes (Pleyers, 2010 ; Agrikoliansky *et al.*, 2005), il existe souvent un décalage entre la réalité d'un mouvement social et les représentations que peuvent en avoir ses acteurs. Loin d'une vision irénique de l'altermondialisation halieutique, celle-ci reste confrontée à de puissants enjeux sociopolitiques qui menacent dès son origine son unité. À ce titre, l'élaboration de l'Assemblée constituante du Forum mondial de Loctudy (France) en 2000, à la suite de la rencontre fédératrice trois ans plus tôt de New Delhi, est particulièrement révélatrice des tensions que traversent le mouvement. Cette rencontre tourne en effet pour A. Le Sann (2001) à la « collision frontale entre personnalités occidentales et orientales, et leurs priorités respectives » et débouche sur une « scission programmée » de la branche syndicale altermondialiste en deux entités quasiment identiques : le *World forum of*

---

6. En souvenir de l'union syndicale réalisée avec la création du WFF à Delhi (Inde) le 21 nov. 1997.

*fishworkers* (WFF) et le *World forum of fisherpeople* (WFFP)<sup>7</sup> (figure 4). Derrière ces luttes de pouvoir Nord-Sud se dessinent « des contradictions profondes et des méconnaissances que les réseaux n'ont pas suffi à dépasser » (*ibid.*) depuis la construction du mouvement dans les années 1980 et 1990, et qu'à l'instar d'E. Fougier (2004), nous pouvons résumer en trois principaux déficits internes.

Un premier manque concerne la faible popularité du mouvement qui « pêche » en matière de cohésion sociale et de solidarité. La reconnaissance des structures entendant porter la parole des *fishworkers* ainsi que la participation directe des intéressés restent en effet des plus problématiques, comme l'atteste l'infime partie des actifs du secteur présents au sein du WFF (moins de 2 % des effectifs artisanaux mondiaux). La base réduite et la faiblesse de fonctionnement des organisations de pêcheurs limitent également l'efficacité des organismes d'appui. Une lecture plus attentive de la composition des participants met enfin en relief de profondes disparités entre catégories d'acteurs, certaines d'entre elles – notamment en aval de filière (mareyeurs, employés d'usines...) – restant largement sous-représentées (Noel, 2011). Ces contraintes reflètent des dotations en ressources (matérielles et symboliques) très inégales entre des organisations du Nord mieux fournies et plus mobiles que leurs homologues du Sud. Au regard des capitaux (social, économique, culturel) à disposition des militants, l'altermondialisme halieutique semble ainsi s'ancrer, comme d'autres mouvements sociaux identiques (Della Porta et Tarrow, 2005 ; Agrikoliansky *et al.*, 2005), dans un certain « radicalisme » de classes moyennes supérieures intellectuelles plus que dans un mouvement issu de populations plus fragilisées.

Un deuxième déficit renvoie à la crédibilité du mouvement et à son hétérogénéité politique en matière de luttes d'actions et de stratégies d'alliances. Au réformisme affiché des membres du WFF, plutôt basé sur des stratégies d'organisation professionnelle en négociation avec des organismes intra et supra-nationaux (OMC, Banque mondiale, ONG environnementalistes...), font écho des cultures d'organisation plus radicales et anti-impérialistes pour les partisans du WFFP, plus axées sur des logiques d'affrontement vis-à-vis de ces acteurs mais aussi d'alliances avec d'autres mouvements sociaux. Les enjeux stratégiques ne sont donc pas les mêmes ; la plupart des pêcheurs artisans du WFF sont déjà largement engagés dans une économie marchande internationalisée tandis que la priorité des pêcheurs traditionnels du WFFP reste la défense d'activités plus vivrières (Le Sann, 2001). Cette incapacité à dégager une communauté de vue et des principes d'action partagés au sein du mouvement ne peut qu'en atténuer, par conséquent, la représentativité, voire la légitimité (Pleyers, 2009). Si nos deux exemples nationaux s'inscrivent plutôt dans une ligne d'opposition réformiste, nos recherches soulignent pourtant un réel manque de cohésion au sein de ces sociétés halieutiques, tant les métiers pratiqués (engins<sup>8</sup> et espèces) par certains producteurs ou travailleurs du poisson (chalutiers artisans bigoudens, piroguiers malgaches) ne sont pas toujours « compatibles » (écologiquement, culturellement...) avec ceux d'autres acteurs de la filière (fileyeurs rétais ou collecteurs-mareyeurs malgaches par exemple) (Noel, 2011).

---

7. Le WFF regroupe les organisations d'Europe et d'Amérique (du Nord et latine) tandis que le WFFP réunit les organisations Maories, d'Asie et d'Afrique.

8. Classiquement, les engins de capture, utilisés en pleines eaux comme sur les fonds marins, regroupent des arts dormants immobiles (casier, ligne...) et des arts trainants/encerclants tractés par le navire (senne, chalut...).

Enfin, un dernier déficit porte sur le caractère global du mouvement, traduisant une spatialité discontinue et concentrique de la cause. En effet, si l'altermondialisation halieutique reste dès l'origine une « initiative du Sud » (Le Sann, 2001), les mobilisations se sont ensuite concentrées sur un nombre restreint d'espaces nationaux du Nord (Amérique et Europe), au détriment des continents latino-américain et africain notamment pourtant bien représentés<sup>9</sup>. Il convient également de relativiser le caractère émancipateur et transnational du mouvement artisan en soulignant la prégnance et la résistance des espaces nationaux. Car, de par la place relativement marginale occupée par les organisations altermondialistes dans leurs sphères politiques respectives, l'inter-trans-national reste utilisé comme un mode pertinent de contournement et de réinvestissement de l'espace étatico-national au sein duquel, justement, ces militants ont peu de place (cf. *figure 3*). Au final, cet internationalisme halieutique reste le fruit d'un « cosmopolitisme enraciné », basé à la fois sur une maîtrise des outils de reproduction du capital culturel et sur un investissement dans les jeux politiques nationaux (Agrikoliansky *et al.*, 2005 ; Della Porta et Tarrow, 2005).

Pour faire face à ces déficits, diverses initiatives de restructuration spatiale se mettent néanmoins en œuvre sur les plans politique et culturel, surtout à des échelons régionaux, et esquissent un regain de cette dynamique altermondialiste artisanale.

### 3.2 Des initiatives de réappropriation politique et culturelle facteur de reterritorialisation

Si les actions collectives transnationales ne sont pas toujours appréciées à leur juste valeur, c'est que, bien souvent, les approches scientifiques dirigent l'analyse vers les contraintes, les limites et les échecs de celles-ci, eu égard à l'implantation de nouvelles politiques ou de nouvelles normes internationales par exemple. D'autres signes témoignent pourtant d'une persistance de ces mouvements sociaux, tels que la création et l'articulation d'échelles de luttes autonomes des niveaux institutionnels (Pleyers, 2010 ; Dufour et Goyer, 2009).

Ainsi, sans radicalement changer les grandes orientations politico-économiques du secteur halio-aquacole, les altermondialistes connaissent certains succès dans leur processus de politisation progressive des pêches à petite échelle dans l'agenda international<sup>10</sup>. En effet, le degré de réceptivité et de stabilité des politiques globales vis-à-vis de la pêche artisanale a considérablement évolué depuis les années 2000, notamment de la part de la FAO. Un premier signe d'ouverture s'effectue en 1995 lors du processus de rédaction d'un « Code de conduite pour une pêche responsable »<sup>11</sup> ; celle-ci est ensuite fortement renforcée une dizaine d'années plus tard par l'organisation d'une Conférence mondiale sur les pêches artisanales et la mise en œuvre postérieure de directives d'application volontaire vis-à-vis de ce secteur. À travers ces manifestations, cet organisme onusien reconnaît clairement l'importance capitale et prioritaire en termes de développement social des pêches à petite échelle au travers de thématiques sectorielles sur lesquelles militent depuis plus de 20 ans le mouvement : droits de gestion participative des ressources, accès au marché à travers de meilleures méthodes de traitement post-capture, renforcement des capacités et mise en réseau des petits groupes

---

9. Un constat identique peut être dressé aux échelles françaises et malgaches, les foyers lorientais (côte Ouest) et tamataviens (côte Est) y concentrant l'essentiel des effectifs militants et des manifestations (Noel, 2011).

10. L'agenda désigne les sujets prioritairement discutés dans les arènes de l'espace public (Fillieule *et al.*, 2009).

11. [En ligne] URL: <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/005/v9878f/V9878F00.pdf>

d'artisans-pêcheurs... (FAO, 2013 ; 2009 ; Garcia *et al.*, 2010). Manifestations dans lesquelles les organismes d'appui (ICSF) et les forums syndicaux de pêcheurs (WFF et WFFP) n'ont cessé de contribuer conjointement, certains militants y voyant même « le début d'une unité retrouvée, avec des objectifs communs pour les organisations qui militent à travers le monde dans le secteur de la pêche artisanale » (Chever, 2009, p. 27).

Dans le même esprit, les altermondialistes halieutiques s'attachent à leur échelle nationale à reconquérir des droits collectifs politiques sur la gestion des ressources et l'aménagement des espaces marins. À Madagascar, les militants se sont ainsi engagés dans un processus de dialogue afin de renforcer leur capacité de réflexion, de négociation et d'action avec les autres parties prenantes de la filière. Une première collaboration entre les structures d'appui des gens de mer (l'AMM et ses antennes locales) et les services décentralisés de l'État (service Pêche du Ministère, Directions régionales du développement rural) débouche ainsi sur une campagne d'alphabétisation et de formation pour quelques 2 500 pêcheurs traditionnels et femmes revendeuses de la côte Est (Randrianasoavina, 2007). Ce travail de reconnaissance et de structuration de la filière traditionnelle s'accompagne par la suite d'un programme de réglementation et de recensement des acteurs et des activités : élaboration de registres de pêcheurs et de collecteurs, immatriculation des pirogues... (Noel, 2011).

De leur côté, si les pêcheurs artisans français et leurs supporters développent une multiplicité d'initiatives en termes de co-gestion communautaire (Noel et Malgrange, 2011), ils cherchent tout particulièrement à s'impliquer dans la Politique commune des pêches européenne au travers du dispositif des Comités consultatifs régionaux (CCR)<sup>12</sup>. Ces défenseurs de la cause artisanale investissent ainsi stratégiquement trois des CCR qui couvrent la grande majorité des champs d'exploitation de la pêche française : le CCR-Longue Distance (pour la pêche lointaine), le CCR-Méditerranée et le CCR-Sud (pour le golfe de Gascogne). C'est dans ce dernier CCR-Sud que les militants créent – avec leurs homologues espagnols – un groupe de travail « pêches traditionnelles » afin de mieux appréhender la diversité et l'importance de celles-ci, et ainsi mieux contrecarrer leur marginalité (ICSF *et al.*, 2009).

Une seconde catégorie d'initiatives consiste à revaloriser l'image et l'identité culturelle des producteurs artisans et de leurs produits. Fort de son engagement auprès des communautés de pêcheurs, le Collectif P&D en soutient deux particulièrement éclairantes. La première concerne l'organisation du festival « Pêcheurs du Monde » dont l'objectif est de contrecarrer la vision négative et unilatérale de la pêche, dans un contexte d'hypertrophie médiatique sur les questions de surexploitation des ressources et de dégradation de l'environnement marin. « Dans cette inflation d'images, où la parole des pêcheurs est peu présente [...], leur discours peu audible », le but de ce festival annuel consiste à « recentrer le débat sur l'aspect humain de cette activité » tout en proposant « une voie de dialogue et d'expressions pour ces artisans de la mer », ceci afin de mettre en lumière « leur métier, leur passion, leurs conditions de travail et de vie » (Le Sann, 2008).

Un autre type d'initiative porte sur le développement de circuits courts aquatiques visant à valoriser les liens producteurs-consommateurs autour des notions de proximité et de qualité attachée au terroir maritime. Dans cette logique, les militants lorientais créent en 2009 une

---

12. Couvrant sept zones maritimes, les CCR regroupent des professionnels du secteur (pêcheurs, armateurs, transformateurs...) et différents groupes d'intérêt (scientifiques, associations...) afin de mener un processus de co-gestion halieutique plus efficace et plus démocratique.

association de consommateurs, « Lorient ensemble pour le soutien à une pêche artisanale responsable » (*L'ESPAR*). Deux années plus tard, une expérimentation du même type voit aussi le jour entre pêcheurs de l'île d'Yeu et consommateurs de la région nantaise, et ne cesse depuis de croître (Noel *et al.*, 2016). Dans la pratique, ces deux exemples (parmi d'autres) d'AMAP Poissons fonctionnent comme les AMAP terrestres qui se sont développées ces dernières années dans plusieurs pays occidentaux ; plusieurs centaines d'amapiens soutiennent contractuellement quelques pêcheurs artisans en achetant plusieurs kilos de poissons par mois. En filigrane, en plus d'une maîtrise commerciale re-conférée aux producteurs, l'objectif ici est aussi de faire (re)découvrir les métiers locaux et des produits de la mer frais, de saison, tout en participant au désenclavement des infrastructures portuaires ainsi qu'au maintien d'activités artisanales de proximités et responsables (*ibid.*, Margetic et Noel, 2014).

## Conclusion

Longtemps – et encore – marginalisées dans un système halio-alimentaire mondialisé et profondément inégalitaire, les pêches à petite échelle ont très tôt cherché à s'organiser politiquement au sein d'un mouvement social transnational pour mieux défendre leurs intérêts. Cette coalition halieutique contestataire a ainsi développé des représentations idéologiques (tiers-mondisme), des pratiques d'organisation (réticulaire et pluriscalaire) et des stratégies d'action (informer, contester, s'autonomiser) qui lui ont permis progressivement de politiser la cause artisanale à différentes échelles. Confrontée à diverses contraintes internes au cours de son histoire, cette altermondialisation halieutique s'est engagée dans un processus de re-territorialisation pluriscalaire qui passe à la fois par les grandes instances internationales comme la FAO mais aussi par un « réinvestissement » à d'autres échelles, des gouvernements nationaux des lieux de vie des pêcheurs et de leurs communautés côtières.

La poursuite des réflexions menées lors de la conférence FAO de Bangkok en 2008 et de ses directives volontaires, notamment autour de l'élaboration d'un programme d'action mondial consacré à la pêche artisanale (Frans, 2014 ; FAO, 2013), déclinable par la suite aux échelles continentales et nationales, est à ce titre porteur d'avancées. De manière pragmatique, les militants restent toutefois conscients de la complexité de parvenir à des positions politiques mondiales et sont conscients que « ni la FAO, ni nos gouvernements nationaux ne vont se conformer comme par miracle aux points de vue développés dans la Déclaration de Bangkok » (Jaffer et Pictou, 2009, p. 39). Soutenus par divers organismes associatifs, parmi lesquels ICSF demeure plus que jamais le maillon essentiel du réseau<sup>13</sup>, les pêcheurs et leurs communautés se doivent donc de poursuivre leurs initiatives territorialisées – nationalement et localement – afin de garantir une gestion plus collective des ressources ainsi qu'une meilleure valorisation de leurs métiers et de leurs produits. Ceci afin de réassurer la pleine participation de ces pêches artisanales dans la vie culturelle, économique, politique locale tout en renforçant leur résilience face aux défis globaux à venir (*ibid.* ; Symes, 2013).

---

13. Cf. la diffusion mondiale de la revue *Samudra* par exemple (*figure 4*).

En effet, dans un cadre de « structures d'opportunités politiques<sup>14</sup> » (Fillieule *et al.*, 2009), inter-trans-nationales mouvant, une toute autre menace de « dépolitisation » du mouvement a émergé au cours de ces vingt dernières années autour de la gestion (environnementale) durable des pêches, et les stratégies de "verdissement" des activités qui s'y rattachent. En effet, certains acteurs (firmes industrielles, secteur de la grande distribution, ONG environnementalistes) se sont accaparé les débats sur l'avenir du secteur, voire plus largement des mers et des océans, et tendent à imposer leurs priorités de conservation (Partenariat mondial pour les océans, AMP, écolabels...) aux dépens des communautés de pêche artisanale (MDT, 2013 ; Le Sann, 2013). Avec pour résultat de puissants conflits entre « amis des pêcheurs » et « amis des poissons » (Noel, 2014 ; ICSF *et al.*, 2009). Face à ces stratégies fragmentaires, il convient de tenir davantage compte des enjeux en matière de protection et valorisation de la géodiversité, « cette perpétuation des processus de diversification tant biologique que culturelle » (Grenier, 1998) dont ces pêcheurs à petite échelle et leurs communautés restent porteurs. Car seule une prise de conscience géographique de la part du mouvement contestataire, combinant dimension mondiale des problèmes (globalisation) et ancrage localisé de solutions diversifiées (territorialisation) permettra de relever les défis auxquels ces acteurs restent aujourd'hui confrontés.

## Bibliographie

- AGRIKOLIANSKY E., FILLIEULE O., MAYER, N. (Dir.), *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, 2005.
- Alliance pour un Monde Responsable, Pluriel et Solidaire (AMRPS), « La pêche en eau trouble ? Propositions pour une gestion durable des ressources marines », *Cahiers de propositions du 21<sup>e</sup> siècle*, n°9, 2004.
- CARROUÉ L., « Globalisation, mondialisation : clarification des concepts et emboîtements d'échelles », *Historiens & Géographes*, 98, n°395, 2006, p. 83-87.
- CHEVER R.-P., « Des droits à conquérir ensemble ! », *Samudra*, n° 51, 2009, p. 25-28.
- COLE H., « Contemporary challenges: globalisation, global interconnectedness and that there are not plenty more fish in the sea. Fisheries, governance and globalisation: is there a relationship? », *Ocean & Coastal Management*, n° 46, issues 1-2, 2003, p. 77-102.
- CORLAY J.-P., « Du poisson pour se nourrir, du poisson pour vivre : les enjeux de la pêche et de l'aquaculture à l'aube du 3<sup>e</sup> millénaire », *Actes du FIG*, St-Die-des-Vosges, n°15 [En ligne], 2004 [consulté le 24 décembre 2015] [http://archives-fig-st-die.cndp.fr/actes/actes\\_2004/corlay/article.htm](http://archives-fig-st-die.cndp.fr/actes/actes_2004/corlay/article.htm)
- DELLA PORTA D., TARROW S.-G. (Dir.). *Transnational Protest and Global Activism*, Lanham, Rowman & Littlefield Publishers, 2005.
- DUFOUR P., GOYER R., « Analyse de la transnationalisation de l'action collective : proposition pour une géographie des solidarités transnationales », *Sociologie et sociétés*, n°41, 2, 2009, p. 111-134.

---

14. Cette notion renvoie à l'influence (positive ou négative) exercée par l'environnement politique sur l'émergence et le développement de mouvements sociaux (Fillieule *et al.*, 2009).

FAO, *Directives d'application volontaire visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté*, Rome, FAO, document de travail [En ligne], 2013. [consulté le 24 décembre 2015]  
[ftp://ftp.fao.org/FI/DOCUMENT/ssf/SSF\\_guidelines/TC/2013/2f.pdf](ftp://ftp.fao.org/FI/DOCUMENT/ssf/SSF_guidelines/TC/2013/2f.pdf)

FAO, *Pour une pêche artisanale durable : associer la pêche responsable au développement social* (Bangkok, Thaïlande, 13-17 oct. 2008), Rome, FAO, *Rapport sur les pêches et l'aquaculture*, 911 [En ligne], 2009. [consulté le 24 décembre 2015]  
<http://www.fao.org/docrep/012/i1227t/i1227t.pdf>

FILLIEULE O., LILIAN M., PÉCHU C. (Dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009.

FOUGIER E., *Altermondialisme, le nouveau mouvement d'émancipation ?*, Paris, Lignes de repères, 2004.

FRANS N., « Prochaines étapes », *Samudra*, n°68, 2014, p. 17-21.

GARCIA S.-M., ALLISON E.-H., ANDREW N.-J., BÉNÉ C., BIANCHI G., De GRAAF G.-J., KALIKOSKI D., MAHON R., ORENSANZ J.-M., « Vers une intégration de l'évaluation et de l'élaboration des avis dans la pêche artisanale : principes et processus », Rome, FAO, *Document technique sur les pêches et l'aquaculture*, 515. [En ligne], 2010. [consulté le 24 décembre 2015] <http://www.fao.org/docrep/012/i0326f/i0326f.pdf>

GINTRAC C., « Quels positionnements pour quelle(s) géographie(s) critique(s) ? », in CLERVAL A. FLEURY A, REBOTIER J., WEBER S. (Dir.), *Espace et rapports de domination*, Rennes, PUR, 2015, p. 57-67.

GRENIER C., « Lieux, réseaux et modernité. Les îles et la diversité terrestre », in GUILLAUD D., SEYSSET M., WALTER A. (Eds.), *Le Voyage inachevé... à Joël Bonnemaison*, Paris, ORSTOM éditions, 1998, p. 233-240.

HÉRIN R., « Pour une géographie critique et responsable », in CHIVALLON C., RAGONET P., SAMERTS M. (Dir.), *Discours scientifique et contextes culturels – Géographies françaises et britanniques à l'épreuve post-moderne*, Talence, Éditions MSHA, 1999, p. 129-139.

ICSF, CAPE, Collectif P&D, *Pour une pêche artisanale durable. Les enjeux d'aujourd'hui*, Lorient, CRISLA, document interne, 2009.

JACQUET J., PAULY D. « Funding priorities: big barriers to small-scale fisheries », *Conservation Biology*, n°22, 4, 2008, p. 832-835.

JAFFER N., PICTOU S., *Maintenant il faut continuer*, *Samudra*, n°51, 2009, p. 38-40.

KURIEN J., « The blessing of the commons: small-scale Fisheries, community property rights, and coastal natural assets. Centre for development studies », *Working Papers*, issue 349 [En ligne], 2003. [consulté le 24 décembre 2015]  
[http://www.cds.edu/download\\_files/349.pdf](http://www.cds.edu/download_files/349.pdf)

KURIEN J., « 14 mesures pour le développement durable et équitable des pêches à petite échelle », *Lettre d'information trimestrielle Pêche & Développement (LITPD)*, n°52, 2000, p. 2-4.

LE SANN A., « Mainmise sur les mers », *Samudra*, n°65, 2013, p. 14-18.

LE SANN A., « Lorient : un festival du film sur les pêcheurs du monde », *LIPTD*, n°79/80, 2008, p. 12-13.

LE SANN A., « De Rome à Loctudy : la naissance difficile d'un mouvement international des pêcheurs artisans », *Cahiers Nantais*, n°55/56, 2001, p. 281-288.

LE SANN A. (Dir.), *Du Nord au Sud. Pêcher pour vivre*, Lorient, CRISLA, 1995.

MENZIES C.-R., « Trying to make a living: breton fishers and late twentieth century capitalism », *Anthropology of Work Review*, n°20, 2, 2000, p. 1-7.

MARGETIC C., NOËL, J., « Quand l'alimentation (re)crée du territoire. Premières réflexions à partir de démarches de qualification de produits agricoles et halieutiques dans l'Ouest français » ; in FOURNIER M. (Dir.), *Labellisation et mise en marque des territoires*, Clermont-Ferrand, Presses universitaires Blaise Pascal, 2014, p. 277-294.

Masfundise Development Trust (MDT), « Des droits dévoyés », *Samudra*, n°65, 2013, p. 19-25.

NICHOLLS W., MILLER B., BEAUMONT J. (Dir.), *Spaces of Contention. Spatialities and Social Movements*, London, Ashgate, 2013.

NOËL J., LE GREL L., DUFEU I., « L'AMAP poisson Yeu-Nantes. Un circuit de proximité halio-alimentaire territorialisé », in MUNDLER P., ROUCHIER J. (Dir.), *Alimentation et proximités : jeux d'acteurs et territoires*, Dijon, Educagri, 2016, p. 365-384.

NOËL J. MALGRANGE B., « Un autre monde halieutique est possible ! : pêche durable et altermondialisation halieutique en France », *Vertigo* [En ligne], 2011. [consulté le 24 décembre 2015] <http://vertigo.revues.org/10921>.

NOËL J., « Amis des poissons, amis des pêcheurs. Les activités halieutiques sous le prisme géopolitique, entre rivalités et coopérations », in *Actes du Colloque international Agriculture et Géopolitique*, St Quentin en Yvelines, 12-13 février 2014, SFER/AGP. Communication orale, 18 p.

NOËL J., « Le système-monde aquatique : panorama géographique d'une filière globalisée », *L'Information géographique*, n°77, 1, 2013, p. 76-100.

NOËL J., *Regards géographiques sur la mondialisation halieutique. L'altermondialisation et les formes de résistance des pêches artisanales*, Thèse de Doctorat en géographie, Nantes, Université, 2011, 474 p.

NOËL J., « Regards géographiques sur la conception altermondialiste du développement. Quelques réflexions à partir des activités halieutiques » in Bouquet C. (Dir.), *Les géographes et le développement. Discours et actions*, Talence, Éditions MSHA, 2010, p. 147-164.

NOËL J., « Regard géographique sur les dimensions spatiales de l'altermondialisation halieutique », *Noroi*, 2, n°211, 2009, p. 7-21.

PLEYERS G., *Alter-globalization: Becoming Actors in the Global Age*; Cambridge, Polity Press, 2010.

PLEYERS G., « Horizontalité et efficacité dans les réseaux altermondialistes », *Sociologie et sociétés*, n°41, 2, 2009, p. 89-110.

RANDRIANASOAVINA F., *La pêche traditionnelle malgache à l'heure de la mondialisation*, Toamasina, Apostolat de la Mer, Rapport interne, 2007, 12 p.

RIPOLL F., « Espaces et stratégies de résistance : répertoires d'action collective dans la France contemporaine », *Espaces et sociétés*, 3, n°134, 2008, p. 83-97.

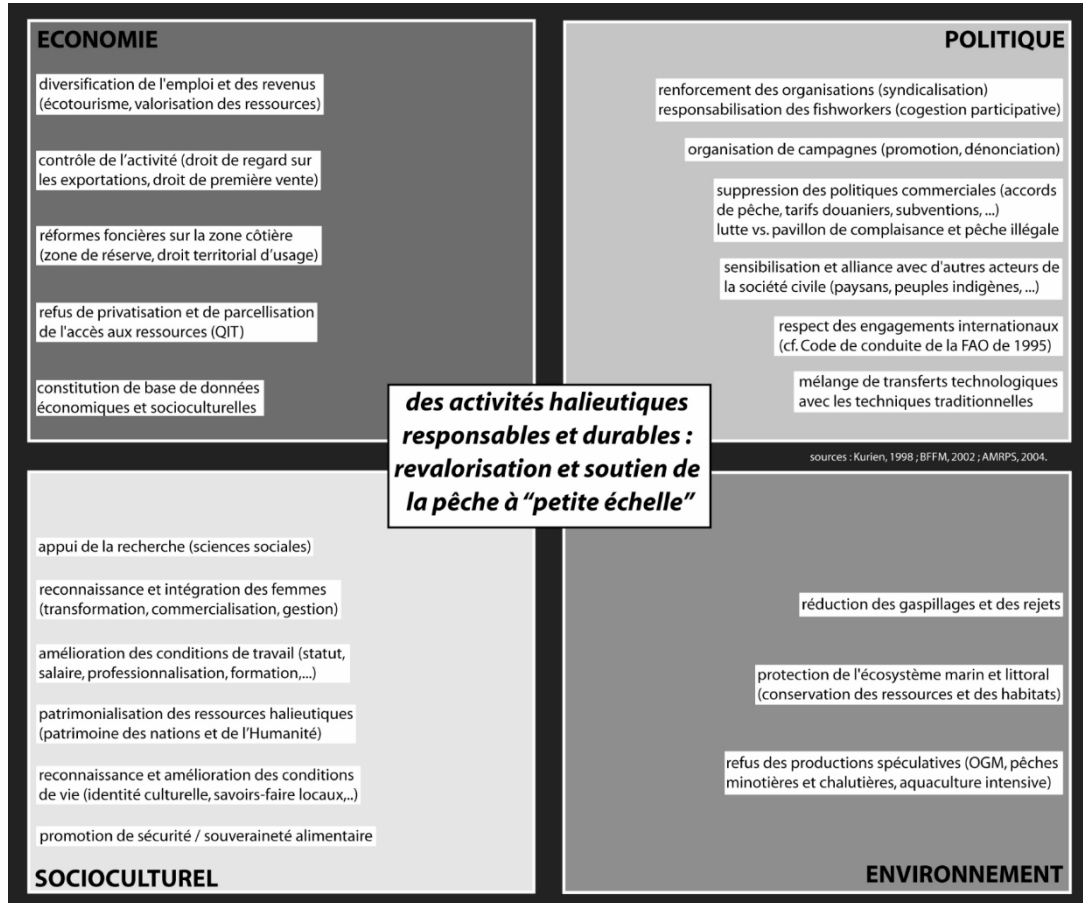
SOMMIER I., *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, 2003.

SYMES D., « S'unir pour résister », *Samudra*, n°66, 2013, p. 20-24.

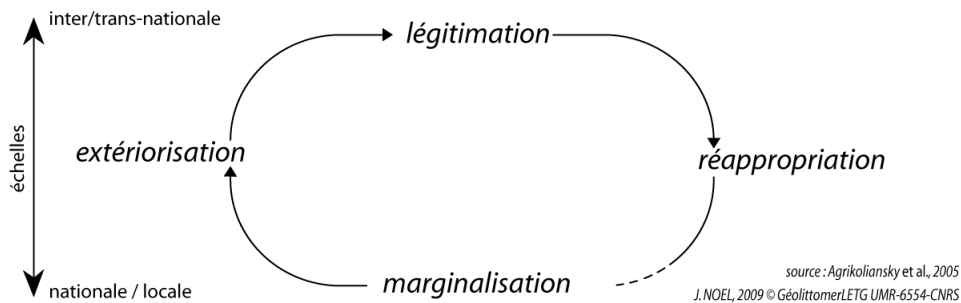


## Figures

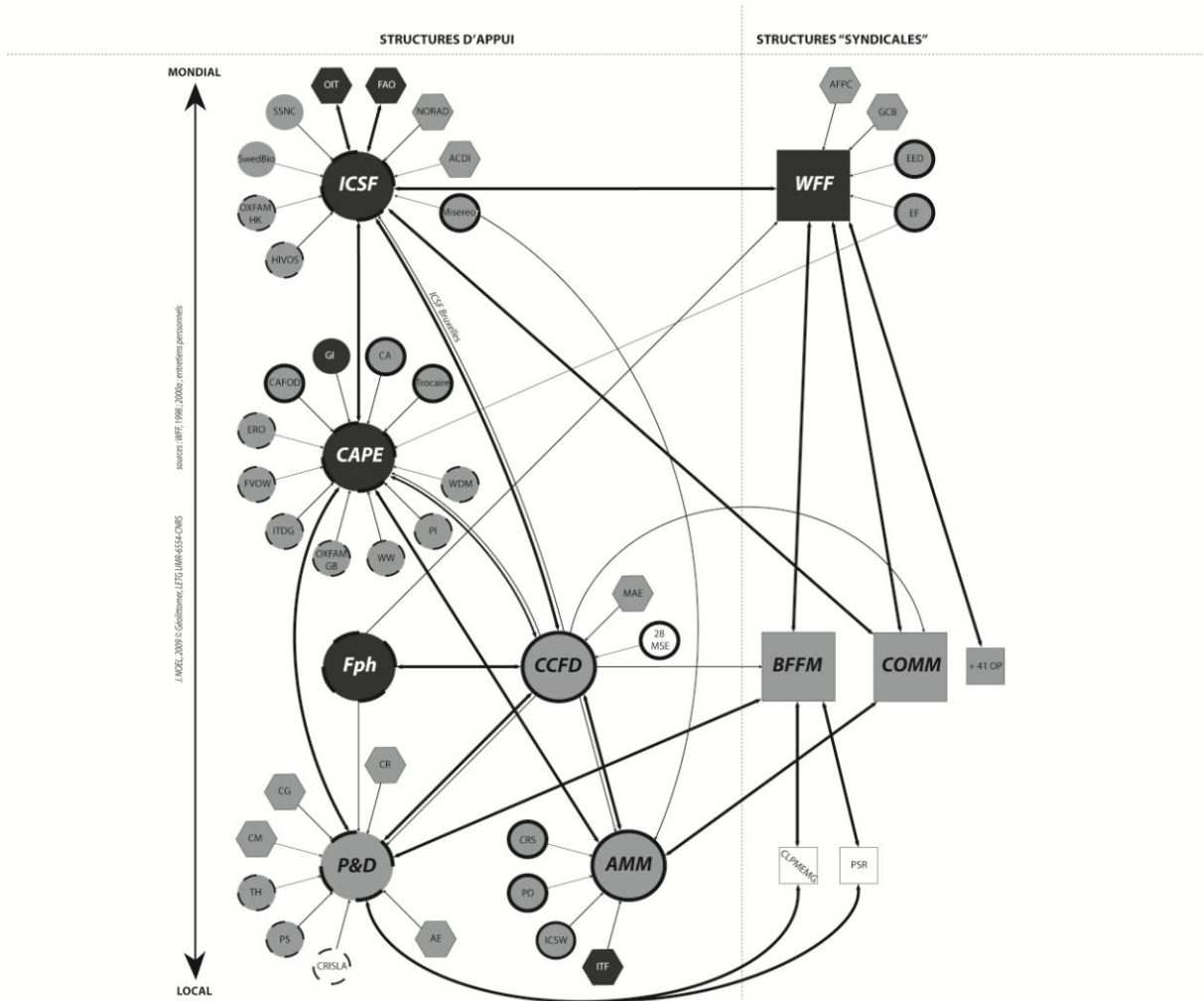
- Figure 1 : Vers un nouvel ordre halieutique : propositions alternatives en faveur du modèle artisan (Noel, 2011, p.209)



- Figure 3 : Les stratégies scalaires et les jeux d'échelles des altermondialistes de l'halieutique (Noel, 2011, p.250)



- Figure 2a : Les altermondialistes de l'halieutique : un système d'acteurs multiscaleire en réseau (Noel, 2011, p.173)



**les altermondialistes halieutiques : 3 grandes catégories d'acteurs**

**1) les organisations de fishworkers**

- BFFM : Branche française du Forum mondial
- CLPMEMG : Comité local des pêches maritimes et des élevages marins du Guilvinec (France)
- COMM : Collectif des organisations maritimes malgaches
- PSR : Prud'homme de Saint-Raphaël (France)
- WFF : World forum of fish harvesters and fishworkers
- 41 ONP : 41 autres organisations nationales de producteurs membres du WFF

**2) les organismes "politiques"**

**syndicat**

- AFPC : Alliance de la fonction publique du Canada
- ITF : International transport workers' federation (RU)

**agence nationale de coopération**

- ACIDI : Agence canadienne de développement international
- AE : Agence de l'Eau (France)
- NORAD : Norwegian agency for development cooperation

**institutions intergouvernementales**

- CG : Conseils généraux (Morbihan et Var)
- CM : Conseil municipal (Lorient)
- CR : Conseils régionaux (Bretagne et PACA)
- FAO : Organisation des Nations-Unies pour l'agriculture et l'alimentation
- GCB : Gouvernement de Colombie britannique (Canada)
- MAE : Ministère des affaires étrangères (France)
- OIT : Organisation internationale du travail

**3) les organisations non-gouvernementales**

**ONG de conservation**

- GI : Greenpeace international
- SwedBio : Swedish international biodiversity programme (Suède)
- SSNC : Swedish society for nature conservation (Suède)

**ONG catholique de coopération au développement**

- AMM : Apostolat de la Mer Madagascar
- CA : Christian aid (RU)
- CAFOD : Catholic agency for overseas development (RU)
- CCFD : Comité catholique contre la faim et le développement (France)
- CRS : Catholic relief service (USA)
- EED : Service des églises évangéliques allemandes pour le développement
- EF : Entraide et Fraternité (Belgique)
- Misereor : Action contre la faim et la maladie dans le monde (Allemagne)
- MSE : Mouvements et services d'Eglise membres du CCFD
- PD : Paix et Développement (Canada)
- TROCAIRE : Development agency of the catholic Church in Ireland

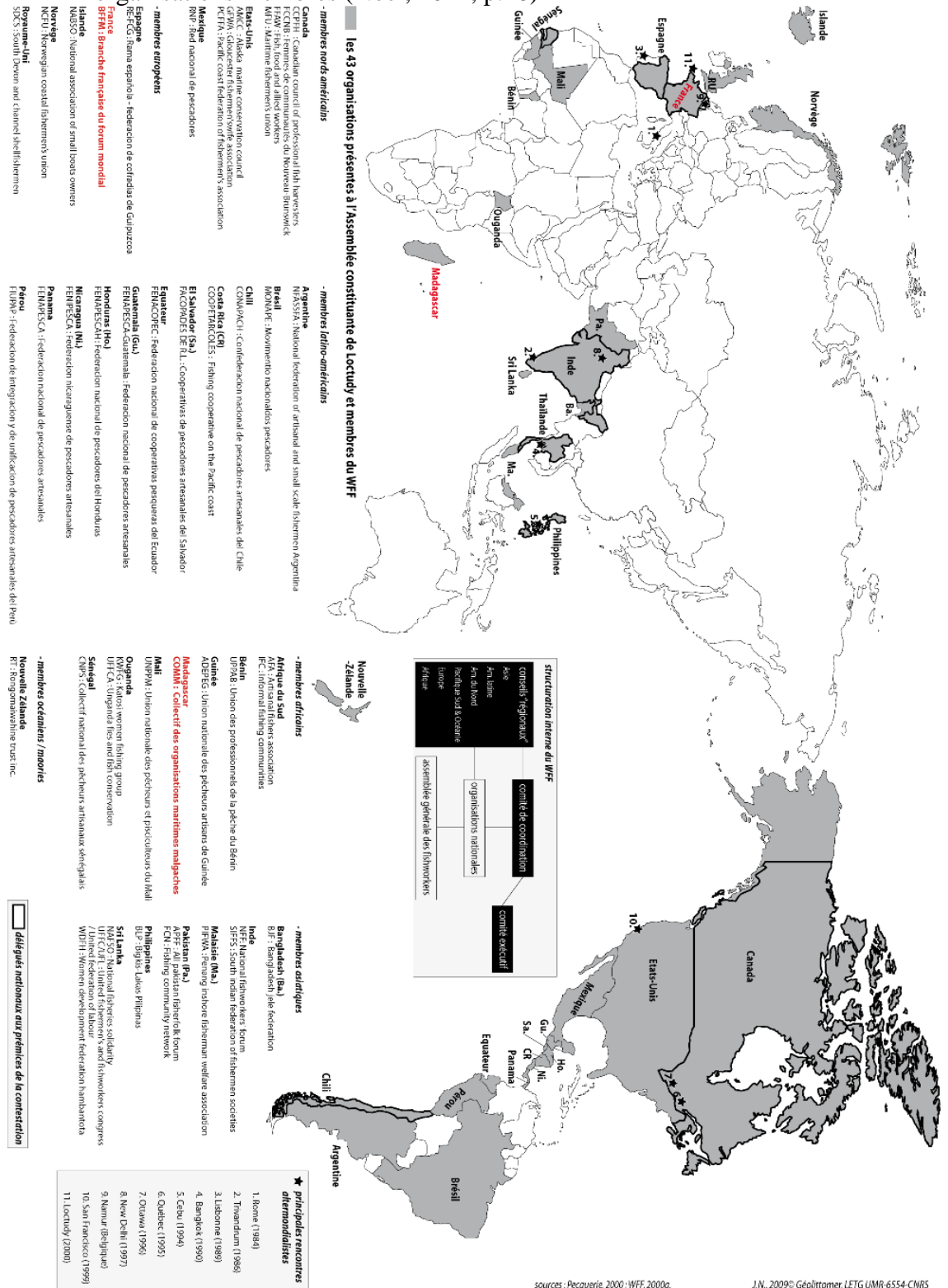
**ONG de solidarité internationale**

- CAPE : Coalition pour des accords de pêche équitables (Belgique)
- CRISLA : Centre de réflexion, d'information et de solidarité avec les peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine (France)
- ERO : European research office (Belgique)
- Fph : Fondation pour les progrès de l'Homme (France)
- FVOW : Fonds voor ontwikkeling en werking (Belgique)
- HIVOS : Humanist institute for cooperation with developed countries (Pays-Bas)
- ICSF : International collective in support of fishworkers (Inde et Belgique)
- ICSW : International committee on seafarers welfare (RU)
- ITDG : Intermediate technology development group (RU)
- OXFAM : Oxford committee for famine relief (RU & Hong Kong)
- P&D : Collectif Pêche et Développement
- PI : Panos Institute (RU)
- PS : Peuples solidaires (France)
- TH : Terres des Hommes (France)
- WDM : World development movement (RU)
- WW : War on want (RU)

**l'organisation spatiale du réseau**

- les noeuds
- les flux
  - relationnels (informations...)
  - soutien (financier, logistique...)
- l'ancrage scalaire
  - transnational
  - national
  - local

- Figure 2b : Le Forum mondial des pêcheurs et des travailleurs de la pêche : rencontres et organisations membres (Noel, 2011, p.18)



sources : Pecquerie, 2000 ; WFF, 2000a.

J.N., 2009 © Géolittomer, LETG UMR 6554-CNRS

- Figure 4 : Un altermondialisme halieutique entre discontinuités et restructurations spatiales

